

Règlement du Bureau de la Chambre des Députés sur la gestion financière des groupes politiques et techniques ainsi que des sensibilités politiques

Le Bureau de la Chambre des Députés,

Vu l'article 19, paragraphe 4, 2^{ème} alinéa, du Règlement de la Chambre des Députés ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Les groupes politiques et techniques ainsi que les sensibilités politiques se dotent de règles internes et de pouvoirs de signature en matière de gestion administrative et financière.

Art. 2. Les groupes politiques et techniques ainsi que les sensibilités politiques assurent l'exécution des dépenses en application du principe des quatre yeux. Les groupes politiques et techniques ainsi que les sensibilités politiques peuvent déroger à ce principe pour des dépenses de faible valeur à déterminer dans leurs règles internes en application de l'article 1^{er} ci-dessus.

Art. 3. Les groupes politiques et techniques ainsi que les sensibilités politiques utilisent leurs actifs conformément aux principes de bonne gestion financière.

Art. 4. Les groupes politiques et techniques ainsi que les sensibilités politiques recourent à partir du 1^{er} exercice débutant après le 31 décembre 2025 soit au plan comptable uniforme annexé au règlement grand-ducal du 23 novembre 2010 fixant un plan comptable uniforme à tenir par les partis politiques, précisant la forme des comptes et bilans et déterminant les modalités de la tenue de la comptabilité, soit au plan comptable normalisé annexé au règlement grand-ducal du 12 septembre 2019 déterminant le contenu du plan comptable normalisé visé à l'article 12 du Code de commerce.

La structure, la nomenclature et la terminologie des postes du bilan et du compte de profits et pertes qui sont précédés de chiffres arabes des plans comptables mentionnés à l'alinéa 1^{er}, sont adaptées au vu de la nature particulière des groupes politiques et techniques ainsi que des sensibilités politiques.

Art. 5. La comptabilité des groupes politiques et techniques ainsi que des sensibilités politiques couvre l'ensemble de leurs opérations, de leurs avoirs et droits de toute nature, de leurs dettes, obligations et engagements de toute nature.

Art. 6. La comptabilité des groupes politiques et techniques ainsi que des sensibilités politiques est tenue selon un système de livres et de comptes conformément aux règles usuelles de la comptabilité en partie double.

Toutes les opérations sont inscrites, sans retard, de manière fidèle et complète et par ordre de dates, dans un livre journal.

Art. 7. Les comptes ouverts sont définis dans un plan comptable.

Art. 8. Les pièces justificatives, les lettres reçues et les copies des lettres envoyées sont conservées par ordre de date, selon un classement méthodique.

Art. 9. Les groupes politiques et techniques ainsi que les sensibilités politiques établissent une fois par an un inventaire complet de leurs avoirs et droits de toute nature et de leurs dettes, obligations et engagements de toute nature.

Les comptes sont, après mise en concordance avec les données de l'inventaire, synthétisés dans un état descriptif constituant les comptes annuels.

Art. 10. À l'exception du bilan et du compte de profits et pertes, les documents ou informations visés aux articles 5 à 7 peuvent être conservés sous forme de copie.

Les documents ou informations visés aux articles 5 à 7, quelle que soit la forme de leur conservation, sont conservés pendant dix ans à partir de la clôture de l'exercice auquel ils se rapportent.

Art. 11. (1) Les comptes annuels comprennent le bilan, le compte de profits et pertes ainsi que l'annexe. Ces documents forment un tout.

(2) Les comptes annuels sont établis avec clarté et en conformité avec les dispositions du présent règlement

(3) Les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que des résultats des groupes politiques et techniques ainsi que des sensibilités politiques.

(4) Lorsque l'application des dispositions ci-après prévues ne suffit pas pour donner l'image fidèle visée au paragraphe (3), des informations complémentaires sont fournies.

(5) Si, dans des cas exceptionnels, l'application d'une disposition du présent règlement se révèle contraire à l'obligation prévue au paragraphe (3) ci-dessus, il y a lieu de déroger à celle-ci afin qu'une image fidèle au sens du paragraphe (3) soit donnée. Une telle dérogation est mentionnée dans l'annexe et dûment motivée avec indication de son influence sur le patrimoine, la situation financière et les résultats.

Art. 12. (1) Les groupes politiques et techniques ainsi que les sensibilités politiques qui recourent au plan comptable uniforme, se réfèrent pour la structure du bilan et celle du compte de profits et pertes ainsi que pour les modalités de la tenue de leurs comptabilités aux articles y afférents du règlement grand-ducal du 23 novembre 2010 fixant un plan comptable uniforme à tenir par les partis politiques, précisant la forme des comptes et bilans et déterminant les modalités de la tenue de la comptabilité.

(2) Les groupes politiques et techniques ainsi que les sensibilités politiques qui recourent au plan comptable normalisé, se réfèrent pour la structure du bilan et celle du compte de profits et pertes ainsi que pour les modalités de la tenue de leurs comptabilités aux articles y afférents de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises.

Art. 13. Les actifs inscrits aux postes « Fonds propres », respectivement « Capitaux propres » du passif sont utilisés conformément aux dispositions du Règlement de la Conférence des Présidents relatif aux activités parlementaires des groupes politiques, des groupes techniques et des sensibilités politiques.

Art. 14. Les groupes politiques et techniques ainsi que les sensibilités politiques font contrôler leurs comptes annuels par un réviseur d'entreprises parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

Art. 15. Les groupes politiques et techniques ainsi que les sensibilités politiques sont tenus d'arrêter chaque année, avant le 1^{er} juillet, leurs comptes pour l'exercice comptable passé. L'exercice comptable court du 1^{er} janvier jusqu'au 31 décembre de chaque année. Les comptes arrêtés comportent l'ensemble de leurs recettes et de leurs dépenses ainsi que leur situation patrimoniale active et passive. Les groupes politiques et techniques ainsi que les sensibilités politiques déposent leurs comptes annuels accompagnés du rapport du réviseur d'entreprises, endéans le mois qui suit leur arrêt, auprès du Président de la Chambre des Députés qui les transmet à la Cour des Comptes pour vérification et contrôle en vertu de l'article 19 du Règlement de la Chambre des Députés.

Art. 16. Les groupes politiques et techniques ainsi que les sensibilités politiques communiquent à la Cour des Comptes tout document ou toute information que celle-ci juge nécessaire à l'accomplissement de sa mission.

Art. 17. Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2026.